

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 3 FÉVRIER 2025**

**NOMBRE D'ELUS  
METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 16**

**QUORUM : 9**

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4

**OBJET DE LA DECISION**

**N° 25/57**

**25CONV01- CONVENTION  
POUR LA CONSTITUTION  
D'UN GROUPEMENT DE  
COMMANDES AVEC LA  
SOCIETE DU CANAL DE  
PROVENCE - ACHAT D'UNE  
PRESTATION DE SERVICE  
POUR DES INVESTIGATIONS  
GEOTECHNIQUES -  
AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

**ABSENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert CAVANNA, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 25/57**

### **BUREAU DU 3 FÉVRIER 2025**

**O B J E T : 25CONV01- CONVENTION POUR LA CONSTITUTION  
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA  
SOCIÉTÉ DU CANAL DE PROVENCE - ACHAT D'UNE  
PRESTATION DE SERVICE POUR DES  
INVESTIGATIONS GEOTECHNIQUES - AUTORISATION  
DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'article L 2113-6 du Code de la Commande Publique,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le projet de convention annexé à la présente,

**CONSIDERANT** que la SCP et la Métropole TPM doivent réaliser des investigations géotechniques afin de sécuriser le réseau d'eau potable : adduction pour la SCP et distribution pour la métropole sur le territoire de la commune de Six-Fours-les-Plages,

**CONSIDERANT** que dans l'objectif de mutualiser les moyens afin de limiter les interventions sur site et d'optimiser les coûts, il convient de créer un groupement de commandes,

**CONSIDERANT** que les membres souhaitant adhérer à ce groupement sont la Métropole TPM et la Société du Canal de Provence, cette dernière étant coordonnateur du groupement,

**CONSIDERANT** que le groupement de commandes portera uniquement sur la réalisation de sondages géotechniques in situ,

**CONSIDERANT** que le groupement de commandes donnera lieu à des accords-cadres à bons de commandes et accords-cadres à marchés subséquents pour lesquels les membres décideront de participer le cas échéant en fonction de leurs besoins,

**CONSIDERANT** que le total estimatif pour le groupement de commandes est 51 000 € HT,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**D'ADHERER** au groupement de commandes portant sur une prestation de service pour des investigations géotechniques avec la Société du Canal de Provence.

### **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention constitutive de groupement de commandes ci-annexée.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 3 février 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0



**25CONV01- CONVENTION POUR LA CONSTITUTION D'UN  
GROUPEMENT DE COMMANDES EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2113-6 DU CODE DE LA COMMANDE  
PUBLIQUE**

**entre la Société du Canal de Provence et MTPM**

**ACHAT D'UNE PRESTATION DE SERVICE POUR DES  
INVESTIGATIONS GEOTECHNIQUES**

**Objet :****ENTRE :**

**LA SOCIETE DU CANAL DE PROVENCE ET D'AMENAGEMENT DE LA REGION PROVENCALE,**  
Société Anonyme d'économie mixte au capital de 3 762 800 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Aix-en-Provence sous le numéro 057 813 131 dont le siège social est situé à Le Tholonet - CS 70064 – 13182 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 5 - FRANCE, représentée par M. Jean-Luc IVALDI, agissant en sa qualité de Directeur général,

Ci-après dénommée : la « **SCP** »,

**ET**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,**  
Dont le siège est situé à Toulon - 107 boulevard Henri Fabre - CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par M. Jean-Pierre GIRAN, agissant en sa qualité de Président, dûment autorisé à cet effet par délibération du Bureau Métropolitain n° ..... en date du.....

Ci-après dénommée : « **MTPM** »,

MTPM et SCP étant ci-après dénommées individuellement ou collectivement « **le Membre** » ou « **les Membres** ».

## **PREAMBULE**

Les articles L2113-6 et suivants du Code de la Commande Publique offrent la possibilité aux acteurs soumis au Code de la Commande Publique d'avoir recours à des groupements de commandes qui ont vocation à rationaliser les achats en permettant des économies d'échelle et à gagner en efficacité en mutualisant les procédures de passation de contrats.

Ce groupement a vocation à mutualiser les moyens afin de limiter les interventions sur site et par la même occasion à optimiser les coûts pour la réalisation d'investigations géotechniques requises dans les opérations portées par la SCP et MTPM sur la commune de Six-Fours-les-Plages. Chacun des Membres du groupement de commande a pour objectif de sécuriser son réseau d'eau potable : adduction côté SCP et distribution côté MTPM.

Le projet SCP vise à créer un doublage en diamètre 500 mm de l'antenne alimentant depuis son usine de potabilisation d'Hugueneuve les postes de livraison des communes de la Seyne-sur-Mer et de Six-Fours-les-Plages dépendantes à quasiment 100% de la ressource SCP.

S'agissant du projet MTPM, il prévoit la création d'un maillage entre les réseaux d'eau situés de part et d'autre de l'autoroute A50 afin de sécuriser la distribution en eau potable du secteur.

La réalisation de ces sécurisations nécessite entre autres, la pose de conduites au droit des infrastructures routière (autoroute A50) et ferroviaire (ligne Marseille Vintimille) par des techniques sans tranchée. Les études de celles-ci requièrent une bonne connaissance du sous-sol et donc de mener préalablement des études géotechniques de niveau G2PRO pour lesquelles la réalisation de sondages est indispensable à proximité de ces infrastructures.

C'est la réalisation des sondages géotechniques in situ qui fait l'objet d'une mutualisation et donc de la présente convention.

C'est dans ce cadre que la présente convention est établie afin de définir les modalités de fonctionnement du groupement ainsi que les missions de chacun.

## **EN FOI DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION ET MEMBRES DU GROUPEMENT**

Conformément aux dispositions des articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique, un groupement de commandes est constitué entre la SCP et MTPM en ce qui concerne les achats effectués dans les domaines suivants :

- Service pour une mission d'investigations géotechniques du projet.

Seront concernés les marchés, accords-cadres à bons de commandes et accords-cadres à marchés subséquents relatif à ces achats.

Le groupement n'est pas exclusif de la passation éventuelle de marchés publics ou privés en dehors de cette structure ; ses membres conservant en effet la faculté de réaliser leurs achats sans recourir aux services dudit groupement.

Par ailleurs, les membres ne sont pas tenus de participer à chaque procédure. Chacun fera connaître son besoin en réponse à une demande de confirmation du coordonnateur.

Les documents contractuels qui s'appliquent à la présente convention sont les suivants par ordre de priorité décroissante :

1. Le présent contrat
2. Ses annexes.

En cas de contradiction entre les documents contractuels sus visés, les documents de valeur supérieure au terme de l'ordre de priorité décroissant ci-dessus prévaudront.

## **ARTICLE 2 – DESIGNATION DU COORDONATEUR DU GROUPEMENT**

Le coordonnateur du groupement sera la SCP (ci-après « le Coordonnateur ») dont les représentants seront Olivier PAGES et Odile RIGAUD.

## **ARTICLE 3 – REPARTITION DES RÔLES ENTRE LE COORDONNATEUR ET LES AUTRES MEMBRES DU GROUPEMENT**

Il incombe au Coordonnateur de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du ou des cocontractants, de signer, notifier les marchés au nom et pour le compte des membres du groupement.

En conséquence, relèvent notamment du Coordonnateur les missions suivantes :

- Définition et recensement des besoins, en lien avec les autres Membres du groupement ;
- Obtention des autorisations foncières ;
- Choix de la procédure ;
- Elaborer l'ensemble des pièces de la procédure et notamment le dossier de consultation des entreprises (DCE) ;
- Rédaction des cahiers des charges et constitution des dossiers de consultation en lien avec les autres Membres du groupement ;
- Rédaction et envoi des avis d'appel à la concurrence ;
- Centralisation des questions posées par les candidats et centralisation des réponses ;
- Réception et analyse des candidatures et des offres ;
- Rédiger le rapport d'analyse des candidatures et des offres ;
- Soumettre pour approbation au représentant de chaque Membre la proposition de choix du titulaire ou la décision de la suite à donner à la procédure ;
- Information des candidats évincés (stade candidature et stade offre) ;



- Mise au point des marchés ;
- Signature des marchés, après accord de TPM, formalisé par une Décision Métropolitaine, approuvant les titulaires et les montants ;
- Transmission, le cas échéant des pièces au contrôle de la légalité ;
- Notification, rédaction et publication de l'avis d'attribution le cas échéant ;
- Publication des données essentielles des marchés conclus le cas échéant ;
- Rédaction et suivi des avenants à la convention constitutive de groupement en cas de nouvelle adhésion ou de sortie du groupement ;
- Gestion des actes spéciaux d'exécution (sous-traitance, agrément...) ;
- Notification des éventuelles reconductions ou décision de résiliation (après consultation des membres) ;
- Conclusion et notification des avenants ;
- Suivis technique et financier des prestations en lien avec les autres membres du groupement.

Par ailleurs, le Coordonnateur gèrera le contentieux lié à la procédure de passation du ou des marché(s) public(s) ou privé(s) pour le compte des Membres du groupement. Il les informera et les consultera sur sa démarche et son évolution.

Les missions des Membres du groupement sont les suivantes :

- Fourniture des éléments nécessaires à la définition du marché à conclure ;
- Respecter les demandes du Coordonnateur en s'engageant à y répondre dans le délai imparti ;
- Participer aux réunions nécessaires à la passation de la procédure ;
- Suivi de l'exécution technique et financière pour la part des prestations le concernant. L'exécution technique et financière recouvre les opérations suivantes : suivi des prestations, réception et paiement des factures. L'exécution technique et financière sera assurée par le Coordonnateur qui refacturera le montant de la prestation la part revenant à l'autre membre bénéficiaire
- Avertir le Coordonnateur en cas de défaut d'exécution des prestations, objet du marché ;
- Prendre les dispositions nécessaires pour permettre l'accès aux installations au Coordonnateur ainsi qu'au titulaire du marché.

En cas de litige avec le titulaire, chaque Membre du groupement sera chargé d'exercer sa propre action en justice si le litige ne concerne que sa prestation.

Il appartiendra dans ce dernier cas, à chaque Membre du groupement, de tenir le Coordonnateur informé des éventuels litiges et des suites qui leurs sont données.

## **ARTICLE 4 – REGLES APPLICABLES A LA PASSATION DES MARCHES PUBLICS DU GROUPEMENT DE COMMANDES**

Les règles applicables à la passation des marchés publics sont celles du code de la commande publique. L'assemblée délibérante qui attribue le marché est celle du coordonnateur.

La Commission d'Appel d'Offres compétente est celle du Coordonnateur.

## **ARTICLE 5 – MARCHES PASSES PAR LE GROUPEMENT DE COMMANDES**

Le(s) marché(s) passé(s) par le groupement de commandes aura(ont) pour objet :

- L'achat d'une prestation pour des investigations géotechniques

La durée et l'éventuelle période de reconduction, le cas échéant, du (des) marché(s) afférent(s) au groupement de commandes seront fixées, en concertation avec les Membres.

Les règles applicables au(x) marché(s) afférents au groupement de commandes seront déterminées par le Coordonnateur au regard de l'estimation des prestations homogènes rattachées à l'objet de la présentation convention.

Le(s) marché(s) fixe(nt) toutes les stipulations contractuelles nécessaires à son (leur) exécution.

La valeur du besoin estimée pour le marché est la somme des besoins exprimés par les Membres pour l'ensemble des prestations susmentionnées. La procédure de consultation ne pourra être lancée qu'après la signature de la présente convention constitutive.

## **ARTICLE 6 – DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **6.1 Rémunération du Coordonnateur**

La mission exercée par la SCP en tant que Coordonnateur ne donne lieu à aucune rémunération.

### **6.2 Prise en charge des frais de fonctionnement**

Les frais matériels de fonctionnement du groupement comprennent les frais de publication des avis d'appel public à la concurrence, des avis d'attribution ainsi que les frais de reproduction des documents nécessaires à la passation des marchés. Ces frais sont pris en charge par le Coordonnateur du groupement de commandes.

### **6.3 Modalités financières d'exécution des marchés**

Les modalités financières d'exécution des marchés consistent en l'engagement financier des prestations (émission de bons de commandes, avances...) et le règlement des factures.

Le Coordonnateur fera son affaire du paiement des marchés et procédera ensuite au recouvrement auprès de chaque Membre du groupement de commandes des sommes dont il aura la charge financière.

La part financière de chaque Membre du groupement de commandes sera composée comme suit :

- Chacun des Membres assumera la charge de ses sondages et essais en laboratoire hors de la partie commune et de la rédaction des rapports d'investigations ;
- Partage à part égales des prestations mutualisées au sein du groupement de commandes à savoir notamment : signalisation, mise en place des accès, amenée et repli de matériel, équipement, réalisation de sondages et essais en laboratoire par la SCP (après validation du programme d'essais par les membres du groupement) relatifs à la partie commune.

## **ARTICLE 7 – MODALITES D'ADHESION ET DE RETRAIT DU GROUPEMENT DE COMMANDES**

### **7.1 Adhésion au groupement de commandes**

Toute nouvelle adhésion au groupement de commandes devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention, après accord à l'unanimité des Membres. Toute nouvelle adhésion ne pourra concerner que des consultations postérieures à l'adhésion.

### **7.2 Retrait du groupement de commandes**

Chaque Membre conserve la faculté de se retirer du groupement de commandes, par décision écrite notifiée au Coordonnateur. Ce retrait ne saurait concerner des consultations lancées ou des marchés publics conclus. Il n'aura d'effet que pour les consultations futures lancées au nom du groupement.

Le retrait du groupement sera réalisé par voie d'avenant.

En cas de retrait d'un Membre du groupement, le Coordonnateur effectue le solde comptable et financier de la situation du Membre sortant. Si cette sortie entraîne des modifications sur le fonctionnement du groupement, elles sont prises en compte dans une convention modificative.

Le présent groupement pourra être résilié par délibérations ou décisions à l'unanimité des Membres. Cette résiliation sera sans effet sur les marchés notifiés au nom du groupement, dont l'exécution perdurera conformément à leurs dispositions particulières.

## **ARTICLE 8 – RESPONSABILITES DES MEMBRES**

Conformément à l'article L2113-7 du Code de la Commande Publique, les acheteurs, Membres du groupement sont solidairement responsables des seules opérations de passation ou d'exécution du(des) Marché(s) qui sont menées conjointement en leur nom et pour leur compte selon les stipulations de la présente convention.

Les Membres du groupement sont seuls responsables des obligations qui leur incombent pour les missions non confiées au Coordonnateur.

## **ARTICLE 9 - ASSURANCES**

Chaque Membre s'engage à souscrire, auprès d'un assureur notoirement connu et solvable, et à maintenir pendant toute la durée de la convention toutes les polices d'assurance nécessaires, compte tenu des obligations à sa charge, notamment afin de couvrir sa responsabilité civile professionnelle.

## **ARTICLE 10 – DUREE**

La présente convention entrera en vigueur à la date de sa signature par les Membres, sous réserve de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

Le présent contrat de groupement de commandes sera valable jusqu'à :

- ◊ L'échéance de l'ensemble des marchés passés par le groupement de commandes ;
- ◊ Le règlement de toutes les sommes dues au titre des marchés de tous les comptes ;
- ◊ Le règlement des contentieux qui pourraient exister entre les Parties ou avec les titulaires des marchés.

## **ARTICLE 11 – LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

Chaque Membre devra s'abstenir de toute pratique commerciale corrompue. En particulier, aucun Membre ne pourra payer, offrir, promettre de payer ou autoriser le paiement, directement ou indirectement par toute autre personne ou société, de toute somme ou de tout objet de valeur à (i) toute personne ou société employée par ou agissant pour ou au nom de la partie contractante, qu'elle soit privée ou publique ou (ii) tout responsable ou membre du personnel du gouvernement ou tout parti politique ou candidat à un emploi public, afin d'induire ou de récompenser toute action par la partie contractante ou faveur officielle au bénéfice de toute partie en relation avec le projet (tous ces actes étant des "Actes Interdits").

Au cas où les circonstances indiquent que ladite disposition a été violée, tout Membre qui ne la viole pas peut mettre fin à sa participation à la présente convention.

Tout manquement, ou toute tentative de manquement, à ces dispositions, pourra entraîner la résiliation du contrat à la demande d'un ou de plusieurs Membres.

La SCP pour sa part est attachée à ce que la conduite de ses affaires soit fondée sur les valeurs d'éthique et d'intégrité. La lutte contre la fraude et la corruption dans toutes les pratiques d'affaires est une de ses priorités. Les attentes et engagements de la SCP en la matière sont énoncés dans le Code de Conduite SCP, qui est consultable sur son site internet <https://canaldeprovence.com> et dont le(s) Membre(s) a(ont) pris connaissance. Un exemplaire papier peut être remis sur simple demande. Il(s) garantit(garantissent) à la SCP qu'il n'a pas été commis d'actes en violation du Code de Conduite SCP pour obtenir le bénéfice du présent contrat et s'engage(nt) à s'y conformer et à exercer ses(leurs) activités dans le strict respect des lois et réglementations applicables. Il(s) indemniser(a) la SCP de toutes conséquences, notamment financières, d'un manquement de sa(leur) part aux présentes obligations.

Le(s) Membre(s) garantit(garantissent) que, dans le cadre du présent contrat, lui-même et l'ensemble de ses sociétés affiliées, dirigeants, salariés et toute personne physique ou morale intervenant pour son compte ainsi que ses sous-traitants :

- respectent les lois et réglementations applicables en matière de lutte contre la fraude et la corruption,
- s'abstiennent de tout comportement actif ou passif qui serait susceptible d'engager la responsabilité du pouvoir adjudicateur au titre de ces lois et réglementations,
- appliquent leurs propres politiques et procédures de lutte anti-corruption,
- informent sans délai la SCP de tout événement dont ils auraient connaissance qui serait susceptible d'avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu à l'occasion du contrat,
- fournissent l'assistance nécessaire pour permettre à la SCP de répondre à toute demande émanant d'une autorité dûment habilitée en matière de lutte contre la corruption.

Les Membres s'engagent à se tenir mutuellement informés s'il est porté à leur connaissance qu'un de leurs mandataires sociaux ou préposés fait l'objet d'une condamnation pénale pour des faits de corruption, blanchiment d'argent ou autres infractions visées dans le code de conduite SCP. Le(les) Membre(s) s'engage(nt) à consigner tous les flux financiers engendrés dans le cadre de l'exécution du présent contrat dans des comptes exacts tenus conformément aux principes comptables généralement reconnus dans son(leur) pays.

Le(les) Membre(s) autorise(nt) d'ores et déjà la SCP à prendre toute mesure raisonnable ayant pour objet de contrôler le strict respect par le(s) Membre(s) des obligations stipulées au présent article. Il(s) s'obliger(a) à répondre sans délai à tout questionnaire ou demande destiné à permettre un contrôle d'intégrité. La SCP est notamment autorisée à réaliser des audits à tout moment. Le(les) Membre(s) s'engage(nt) à fournir à la SCP ou au tiers qu'elle désigne tous les documents et éléments nécessaires à leur réalisation et à permettre l'accès aux sites du(des) Membre(s) et de ses sociétés affiliées.



Si la SCP a des raisons de penser que les obligations figurant au présent article ne sont pas respectées, elle peut décider de suspendre l'exécution du contrat jusqu'à ce que le(s) Membre(s) fournisse(nt) les éléments démontrant qu'il(s) n'a(ont) pas commis ou n'est (ne sont) pas sur le point de commettre un manquement. La SCP ne sera en aucun cas responsable de tout dommage ou perte occasionnée au(x) Membre(s) titulaire(s) par la suspension du contrat.

Le non-respect du présent article par le(s) Membre(s) ou ses(leurs) représentants constitue une faute du(des) Membre(s) ouvrant droit à résiliation anticipée pour faute du(des) Membre(s) par envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception entraînant une résiliation immédiate de plein droit du présent contrat. La résiliation ne donnera pas lieu au versement d'indemnité et ce sans préjudice des dommages-intérêts ou recours prévus par la loi.

## **ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITE ET DONNEES PERSONNELLES**

### **12.1 – Confidentialité**

Chaque Membre tiendra le contenu de la présente convention comme confidentiel.

Par ailleurs, chaque Membre s'engage à garantir la confidentialité de tout document et/ou information de nature commerciale ou financière qui lui seraient communiquées à l'occasion de la présente convention, et de tout document que le Groupement serait amené à produire (exemples : rapports, documents d'études remis au Client, etc.), dans le cadre de la réalisation du ou des marché(s).

Chacun des Membres se fait fort de faire respecter les stipulations du présent article par son personnel impliqué au stade de la réalisation du ou des marché(s).

La confidentialité continuera de s'appliquer après l'expiration ou la résiliation de la convention et ce durant cinq (5) ans si lesdites informations ne sont pas tombées dans le domaine public avant l'expiration de cette échéance.

Chaque Membre s'engage à ne pas reproduire, copier ou publier tout ou partie des informations et données quelle qu'en soit la forme, et communiquées par un autre Membre, et à n'en permettre la reproduction, la copie ou la publication que dans les limites formellement autorisées par ce dernier.

Ne constitue toutefois pas une information confidentielle au sens de cet article toute information qui :

- est entrée dans le domaine public préalablement à sa divulgation ;
- était connue du Membre récipiendaire préalablement à sa divulgation sans méconnaissance du présent article ;
- a été reçue d'un tiers de manière licite, sans restriction, ni méconnaissance de la présente clause de confidentialité ;

- résulte des travaux indépendamment entrepris de bonne foi par les Membres ;
- a été demandée par une autorité judiciaire ou administrative ou doit être communiquée en application des dispositions légales ou réglementaires.

## **12.2- Données personnelles**

A travers sa politique de protection des données personnelles, explicitée dans sa charte relative aux données personnelles, qui complète les présentes dispositions, consultable sur le site <https://canaldeprovence.com>, la Société du Canal de Provence informe sur ses engagements et les mesures mises en place afin de veiller à la protection des données personnelles qui lui sont confiées.

Conformément à l'exigence essentielle de sécurité des données personnelles, les Membres s'engageront, dans le cadre de la présente convention, à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles utiles afin de préserver la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel et notamment qu'elles ne soient pas déformées, endommagées, perdues, détournées, corrompu, divulguées, transmises ou communiquées à des personnes non autorisées, conformément aux exigences du Règlement européen du 27 avril 2016 et de la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée.

Les Membres entendent systématiquement appliquer les principes suivants :

- Ne traiter les données personnelles que par stricte application des finalités en lien avec l'objet de la présente convention, notamment en cas de demande d'accès, de rectification, de suppression, de limitation ou de portabilité émanant d'une personne physique ;
- Ne conserver les données personnelles que pendant la durée de cinq ans à compter de la fin du contrat puis à procéder à leur destruction ou à leur archivage selon les besoins ;
- Enfin, dans le cas où les données à caractère personnel seraient amenées à être transférées hors de l'Union européenne pour les besoins de réalisation des prestations, il est rappelé que cela ne pourra se faire sans l'accord du Membre concerné qui devra alors signer avec la société retenue ou son sous-traitant concerné un engagement visant les clauses contractuelles types de l'Union européenne.

## **ARTICLE 13 – PROPRIETE INTELLECTUELLE – UTILISATION DES ETUDES ET DES REFERENCES**

**13.1** - Chacun des Membres conserve la propriété intellectuelle de ses propres études, de son savoir-faire ainsi que tous calculs, plans, modèles et documents qu'il serait amené à communiquer aux autres Membres dans le cadre de l'exécution de la convention et du ou des marché(s).

Les parties d'études ainsi que tous les autres documents mis au point conjointement entre les Membres demeurent la propriété indivisible des Membres.

**13.2** - Toutes publications ou communications écrites ou orales relatives à la convention et aux éventuels marchés passés ne peuvent être effectuées que sous réserve d'un commun accord entre les Membres. Cet accord doit être matérialisé par un écrit des autres Membres qui peuvent exiger d'être cités en tant que co-auteurs et qui feront connaître leur décision dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la demande. Passé ce délai et faute de réponse, l'accord est réputé acquis.

Sauf accord écrit explicité de l'autre Membre, chacun des Membres ne peut faire usage des études produites par le groupement que dans le but précis qui leur a donné naissance.

Les Membres s'engagent à respecter cette disposition sans limite de temps après la fin de la présente convention.

#### **ARTICLE 14 – INTEGRALITE DU CONTRAT**

Le présent contrat renferme l'intégralité des engagements contractuels souscrits entre les Membres et annule tout contrat ou accord orale ou écrit antérieure à la date de la signature des présentes.

Tout amendement au présent Contrat doit faire l'objet d'un avenant.

#### **ARTICLE 15 – LANGUE – DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES DIFFERENDS**

Le droit applicable dans le cadre de cette convention est le droit français, ainsi que les règles de procédure française.

Le contrat est rédigé en langue française. Dans le cas où il serait traduit en une ou plusieurs langues, seul le texte français ferait foi en cas de litige.

Pour tout différend ou toute contestation découlant de, ou en rapport, avec la validité, l'interprétation ou l'exécution du Contrat, les Membres s'efforcent de trouver un accord amiable.

A défaut d'accord amiable après expiration d'un délai de trente (30) jours calendaires, à compter de la formalisation du litige par lettre recommandée avec accusé de réception, tous différends résultant du présent contrat seront soumis aux Tribunaux compétents du ressort de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône, France).

#### **ARTICLE 16 - NULLITE PARTIELLE**

L'annulation éventuelle d'une ou plusieurs clauses du présent contrat en vertu d'une loi, d'un règlement ou d'une décision judiciaire ne saurait porter atteinte à ses autres stipulations qui continueront de produire leur plein et entier effet pour autant que l'économie générale du contrat puisse être sauvegardée.



Au cas où l'exécution de l'une ou plusieurs des clauses serait rendue impossible du fait de son annulation, les Membres tenteront de se rapprocher afin d'établir une nouvelle clause dont l'esprit et la lettre seront aussi proches que possible de l'ancienne clause, les autres stipulations du contrat demeurant en vigueur.

#### **ARTICLE 17 - ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution du présent contrat, toute notification peut valablement être faite aux Membres, au domicile et au siège social mentionné dans l'entête du présent contrat.

Ce Contrat comporte 12 pages, auxquelles se rajoutent ses annexes, paraphées par chaque partie.

Fait au Tholonet en 2 exemplaires, le .....

Pour la SCP,  
Le Directeur Général,

Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée  
Le Président

Jean-Luc IVALDI

Jean-Pierre GIRAN

# **ANNEXE 1**

## **Plan de situation**



## **ANNEXE 2**

**Plan de localisation des franchissements A50 et voie ferrée**





## **ANNEXE 3**

### **Descriptif du programme d'investigations géotechniques (G2PRO)**

## 1. Implantation prévisionnelle des sondages



## 2. Sondages

### Option de tracé 1 privilégié (à l'est) :

- Côté fosse d'attaque :
  - **SC1** : sondage carotté d'une profondeur de 12 m, avec prélèvement de 3 échantillons intacts (EI) + mise en caisse ;
  - SP2 : sondage destructif d'une profondeur de 16 m, avec essais pressiométriques tous les mètres (soit 15 essais) ;
  - **SC1pz** : équipement sur sondage **SC1** d'un dispositif piézométrique ;
- Entre A50 et Remblai SNCF
  - SP3 : sondage destructif d'une profondeur de 12m, avec essais pressiométriques tous les mètres (soit 11 essais)
- Fosse de sortie
  - **SC4** : 1 sondage carotté d'une profondeur de 10 m, avec prélèvement de 2 échantillons intacts (EI) + mise en caisse ;
  - SP5 : 1 sondage destructif d'une profondeur de 13 m, avec essais pressiométriques tous les mètres (soit 12 essais),
  - **SC4pz** : équipement sur sondage **SC4** d'un dispositif piézométrique ;



Option de tracé 2 (à l'ouest) :

- Côté fosse d'attaque :
  - SC6 : 1 sondage carotté d'une profondeur de 12 m, avec prélèvement de 3 échantillons intacts (EI) + mise en caisse ;
- Fosse de sortie
  - SP7 : 1 sondage destructif d'une profondeur de 13 m, avec essais pressiométriques tous les mètres (soit 12 essais).

La prestation de l'entreprise de sondage inclura l'instruction des DT/DICT, l'amenée/repli du matériel (à voir si nécessité de procéder à des aménagements d'accès des points de sondages pour les foreuses) et un rapport de reconnaissances géotechniques avec coupe des sondages, photos des carottes et acheminement des caisses de sondages au laboratoire de géotechnique de la SCP.

### 3. Essais de laboratoire

Un programme d'essais de laboratoire sera établi par l'équipe SCP, en concertation avec le responsable du laboratoire de la SCP.

Ce programme sera conçu en rapport de la coupe et profil des plans de traversée. Il permettra de définir :

- Le modèle géologique précis de l'emprise travaux ;
- Les natures de matériaux selon la norme NFP11-300 et, le cas échéant des essais de résistance mécanique pour les sols rocheux ou assimilés ;
- Les caractéristiques intrinsèques des matériaux par la réalisation d'essais de mécanique des sols (essais de cisaillement à la boîte et/ou à l'appareil triaxial selon les normes en vigueur) ;

Il est prévu que tous les essais soient réalisés au laboratoire de la SCP.

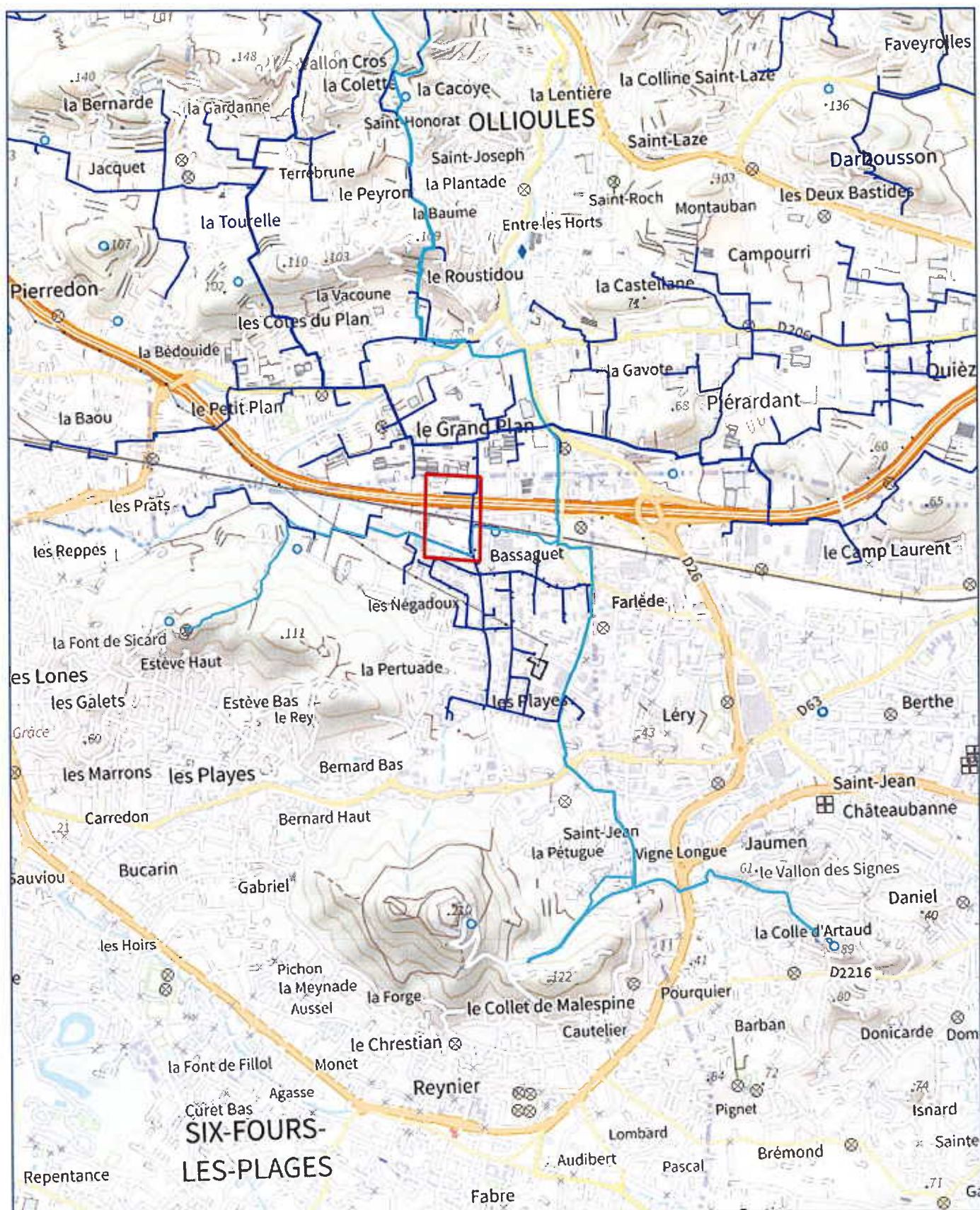
- L'ensemble de ces éléments permettra d'instruire l'étude G2-PRO Provisoire.

### 4. Suivi piézométrique

Conformément aux recommandations de la SNCF, l'équipe géotechnique assurera le relevé des piézomètres sur un cycle annuel, en ajustant la fréquence aux cycles saisonniers et d'épisodes intenses (pluie ou sécheresse).

La synthèse des données sera intégrée à la G2-PRO Provisoire pour définir d'éventuelles préconisations complémentaires.

- Rédaction de la G2-PRO définitive.



## Périmètre investigations géotechniques

### Plan de situation

N° :

Code Affaire      Numéro      Indice

Référence fichier : F:\Maitrise d'Ouvrage et Foncier\OPERATIONS\83 VAR\96 - TOULON OUEST\2. SECURISATION SIX FOUR-LA

#### Légende

Canalisations SCP

— Eau brute

— Eau traitée

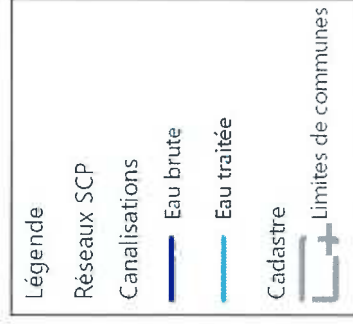
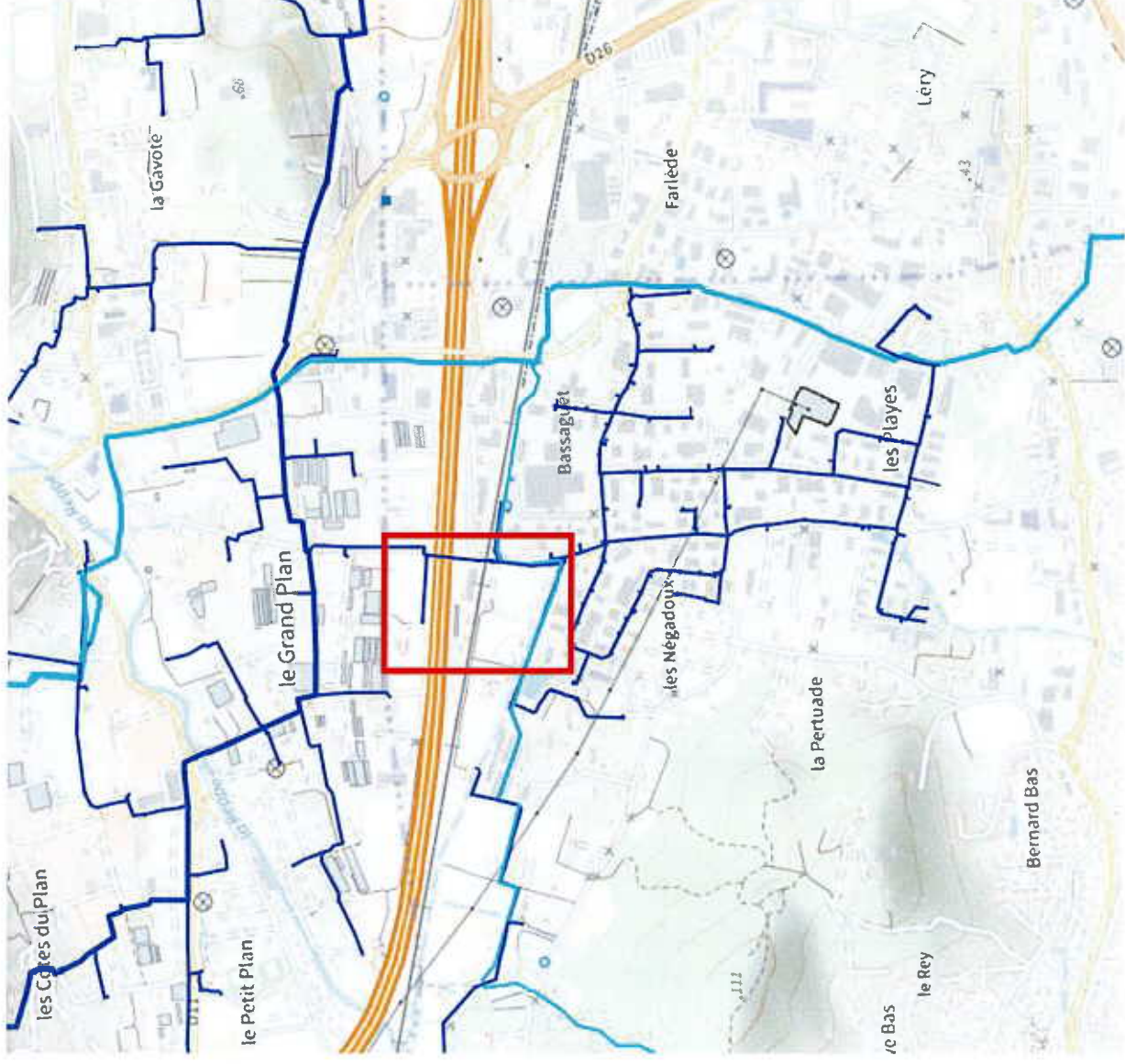
Dessiné par : O. PAGES - Vérifié par :  
Référence fichier - Situation\_G2PRO\_Six-  
Fours.qgz Situation-sécu\_ant\_Seyne-A4.qgz

Sources :





Zoom sur la zone  
retenue pour le  
franchissement de  
l'A50 et de la voie  
fermée objet des  
investigations  
géotechniques



# Franchissements de l'A50 et de la voie ferrée

